

V Æ U
DE PARIS,
O U

FILE 2129

Case.
FRC
14248

Démonstration de la possibilité d'établir en France
deux seuls Impôts en remplacement des Doua-
nes intérieures, des Aydes, Gabelles, Capitation,
Industrie, Tailles, &c.

Suffisans pour assurer à l'État un revenu annuel
de plus de cent millions au-dessus de ses dépenses.

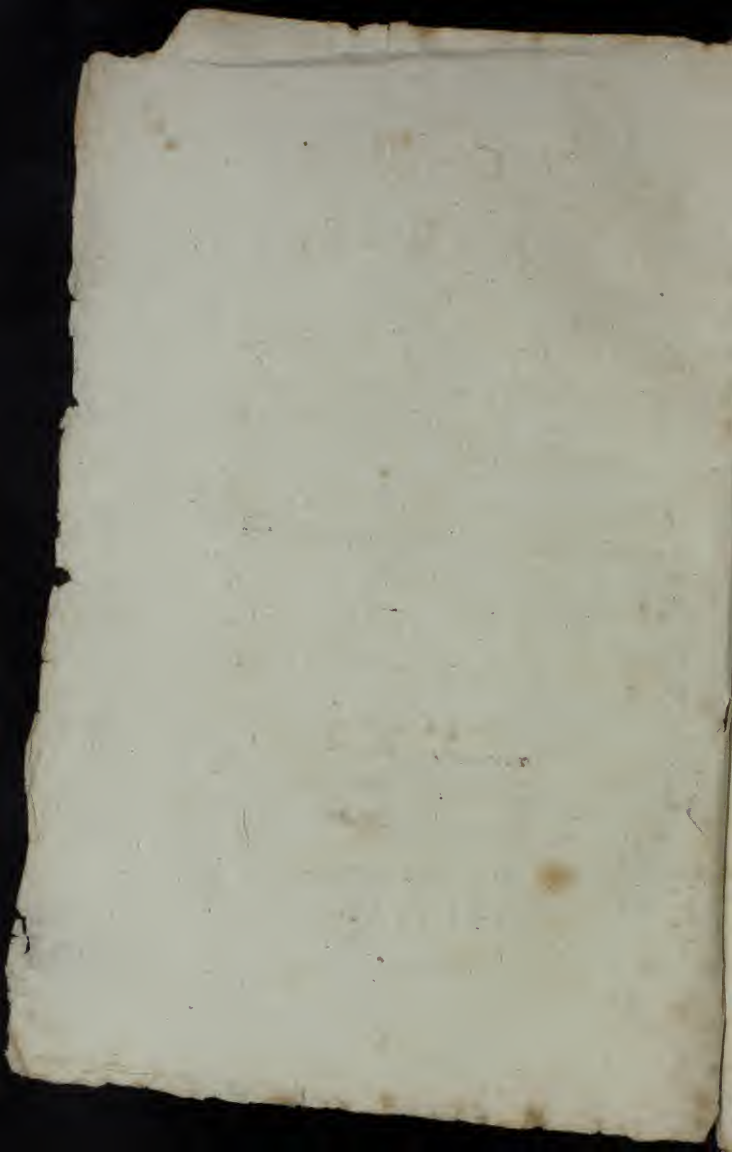
MÉMOIRE présenté à l'Assemblée de
MM. les Électeurs de l'Oratoire du Tiers-
État de l'intérieur de la Ville de Paris.

Par F. L. Bayard. I.

*Ancien Négot. avocat au parlement et secrétaire
de l'Académie des sciences de l'Etat au D. et au R.
Hotel Charot près de l'église Montmartre.*

M A I 1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY





V Œ U D E P A R I S.

INTRODUCTION.

LES instructions données par les Cahiers des différens Ordres, à leurs Députés aux États-Généraux, portent principalement sur l'assurance de la liberté individuelle & des propriétés, sur la rectification des Loix, & sur le bon ordre à établir dans les Finances. Il a paru des écrits très-sages sur les deux premiers articles; mais en est-il qui indiquent des moyens prompts & faciles d'établir la balance entre la recette & la dépense de l'État?

Le Compte rendu au Roi en Mars 1788, nous expose que les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires font de 633,153,041 liv.

Que les recettes ordinaires
font de 472,415,549 liv.

Et qu'il existe un déficit de . 160,737,492

633,153,041 liv.

On ne peut regarder comme une recette effective, celle de 168,130,500 liv. portées dans le chapitre des recettes extraordinaires, attendu qu'il est presque en entier composé d'emprunts anciens & nouveaux, qui n'ont pas été remplis.

L'excédent de 7,393,008 liv. annoncé en recette pour l'année 1788, est donc fictif, & le déficit réel doit être porté au moins à 161 millions; car il n'est pas douteux que les calamités de toute espèce qui ont affligé l'année 1788, ne l'aient encore beaucoup augmenté (1).

Il est vrai que de ce déficit de 161 millions, on pourroit déduire 77 millions appliqués à des remboursemens, & 29 millions destinés à des dépenses extraordinaires, propres, pour la plupart, à l'année 1788, ou à un petit nombre d'années suivantes.

Ces deux articles réduiroient le déficit à 55 millions; mais, d'un côté, ne seroit-ce pas manquer à ses obligations, que de ne point effectuer des remboursemens authentiquement promis; & de l'autre, ne convient-il pas qu'un État tel que la France ait un excédent de recette au moins de 30 millions sur ses dépenses? Je demande quels moyens employer pour procurer à la France une augmentation de revenus actuels de plus de 160 millions.

Les bonifications sur les recettes ordinaires, les

(1) C'est pourquoi M. Necker [page 55 de son dernier Discours] annonce de plus un vuide de 262 millions, savoir, 172 millions consommés à l'avance sur les revenus des huit derniers mois de 1789, & 90 millions d'anticipation sur 1790.

diminutions de dépenses, les réductions dans toutes les parties dont le Roi & la Famille Royale ont donné un si bel exemple, ont produit environ 36 millions; quand de nouvelles réductions les porteroient à 36 autres millions, cette ressource qu'il convient toujours d'employer seroit insuffisante.

Il est reconnu que les emprunts ne font que des palliatifs dangereux, constitués même en viager. Ils accroissent les dettes de l'État & l'obèrent.

Les étrangers ont placé des fonds immenses dans tous les emprunts viagers de la France; en les constituant sur trente & plus de jeunes têtes, ils ont trouvé le moyen de prolonger la jouissance des arrérages à très-haut intérêt pendant plus d'un demi-siècle, en sorte que l'État leur paye plusieurs fois le capital qu'il a reçu, & perd des sommes prodigieuses qui vont enrichir les Nations voisines.

Cependant il n'est point de milieu; il faut où trouver des moyens efficaces de remplir le déficit trop réel de 160 millions, & de procurer un excédent de recette suffisant pour parer aux événements de guerre, ou manquer aux obligations contractées envers les créanciers de l'État.

Comme une très-grande partie de la Nation n'a pas placé ses épargnes dans les fonds publics, il seroit possible qu'elle eût l'idée de cette fatale banqueroute, qui entraîneroit nécessairement celle d'une multitude de particuliers, & la désolation universelle.

A l'appui de cette affreuse idée, on pourroit dire; l'État paye près de 250 millions chaque

année, pour arrérages de rentes, qu'il s'en affranchisse, les peuples seront soulagés de ce fardeau énorme pour lequel on l'écrase d'impositions, afin d'alimenter les rentiers, classe onéreuse & dévorante qui épuise toutes les autres.

Indépendamment de l'opprobre éternel dont se couvrirait la France aux yeux de toutes les Nations, il est aisé de prouver que les effets d'une banqueroute seroient absolument contraires à ceux qu'on présenteroit sous des appâts trompeurs.

Il est du crédit d'une Nation comme de celui d'un particulier; une fois perdu, il ne renaît jamais.

L'Administration ne peut s'attirer la confiance des Nationaux & des étrangers, que par des actes & un système soutenu de droiture, de justice & d'intégrité. En se jouant de ses engagements les plus solennels, elle se réduiroit à la plus grande détresse, sans retirer aucun avantage même sous le rapport de la recette & de la dépense.

250 millions de rentes tant perpétuelles que viagères, représentent un capital de 4 à 5 milliards; fortune accumulée depuis plus d'un demi-siècle par les Nationaux. Elle seroit anéantie, si la caisse publique cessoit ses payemens; alors les peuples auroient plus de peine à payer 200 millions de contributions, qu'ils n'en éprouvent aujourd'hui à en fournir plus de 600.

250 millions d'arrérages que l'Etat paye chaque année à ses rentiers, se divisent en un nombre infini de parties, qui, passant par les canaux de l'industrie des Arts & du Commerce, alimentent des millions de contribuables qui cesseroient de

l'être , & se trouveroient dans la plus affreuse indigence , si on arrêtoit cette source vivifiante.

Il est donc démontré que la banqueroute de l'État , loin d'opérer en France une salutaire régénération , la jetteroit dans la plus fatale convulsion , & livreroit la plupart des familles aux horreurs de la misere & du désespoir.

Si on ajoute , à ces considérations décisives , les ressources que s'ôteroit la France près des Nations étrangères , on ne doit pas craindre que l'Assemblée de ses Représentans , présidée par un Roi juste , adopte le parti d'une banqueroute à jamais déshonorante pour le nom François.

Il est donc certain que le Sénat d'une Nation aussi loyale & généreuse , après avoir vérifié & constaté la dette , votera de nouveaux impôts pour remplir le déficit , & établir un excédent de la recette à la dépense.

Ce qui arrêtera leurs délibérations , ce sera le choix d'impôts à mettre sur des Peuples accablés déjà de leur fardeau.

Il paroît malheureusement prouvé que pour qu'un impôt rende net au Trésor Royal une somme de cent millions , les Peuples éprouvent une charge de plus de deux cents.

Le calcul de cette différence est très-difficile à faire , mais il est évident que la surcharge est immense , suivant le Compte rendu au Roi en 1788. Il lui parvient net environ 472 millions , mais avant lui les Fermiers , Receveurs & Gens d'affaires ont précompté leurs avances , frais , dépenses & bénéfices. Ils sont assez prudents pour ne pas dire ce qu'ils savent , & ils ne peuvent montrer ce qu'ils ne savent point. Les Directeurs ,

Contrôleurs & Receveurs comptent au Fermier-Général de ce que la Ferme exige d'eux ; ils prélèvent leurs appointemens, mais quant aux profits directs & indirects, ils ont la même prudence vis-à-vis du Fermier, que celui-ci emploie vis-à-vis du Propriétaire ; viennent ensuite les Commis, Huissiers, Sergens, Gardes, chacun fait sa charge, on instruit, on exploite, on verbalise ; contrainte, procès-verbal, saisie, exécution pour un défaut de contrôle, pour une feuille de papier non timbré, pour un jeu de cartes, pour une bouteille de vin, pour une aune de toile qui n'aura pas été déclarée, par zèle pour la Ferme, on exagère le delit, on effraye le coupable ; s'il résiste, l'amende est prononcée & tirée en ligne de compte au profit du Fermier, mais non les frais qui ont été nécessaire pour les faire prononcer, ni les droits des Gardes ; s'il se laisse intimider, on compose avec lui ; au lieu de cinquante écus qu'on lui demandoit, on se restreint à moitié que l'on reçoit, on déchire le procès-verbal, il n'en reste point de traces. Ainsi de degrés en degrés tous les droits qui ne sont pas à la charge de la Ferme, tous les profits & exactions restent en dehors, n'entrent dans aucuns comptes, mais ces accessoires que l'on ne connoît pas surpassent de beaucoup le principal, & sont les véritables surcharges qui se multiplient en raison du nombre des différens droits & impôts.

Aujourd'hui les revenus du Roi sont connus & par lui reçus sur le pied des Édits qui les ont fixés ; mais parmi ceux qui sont les plus savans en finance, quel homme seroit assez habile pour nombrer les produits additionnels d'une multitude

d'Arrêts & de décisions du Conseil, accordés aux instances & pour les intérêts particuliers de ceux qui sont chargés de la perception, & par eux dressés de manière qu'on les lit sans pouvoir les entendre, vu que l'art du rédacteur a su envelopper le genre de vexations & des profits occultes? Qui pourroit en connoître assez les détails pour en apprécier & l'usage & l'abus?

Il faut considérer qu'un sou d'impôt augmenté sur une denrée se multiplie; celui qui le supporte sur ce qu'il achette, veut le reprendre sur ce qu'il vend, & bientôt il s'étend sur tout, quoique dans sa destination il ne portât que sur un objet.

A toutes ces charges pour les Peuples il faut encore ajouter les droits attribués à des Offices & Charges pour une finance que le Roi a reçue dans le tems, droits dont il ne touche plus rien, qui, par cette raison, ne sont pas couchés sur les Etats, mais qui ne restent pas moins à la charge des Peuples.

Pourquoi penseroit-on que le Roi fût mieux traité par ses Fermiers & Traitans, que ne l'est un particulier, dont le Fermier court moins de risque, fait moins d'avances, & obtient plus aisément des facilités?

Il n'est personne, qui en affermant son bien; retire plus du tiers de son produit réel: les deux autres tiers sont abandonnés pour les avances, frais de régie. & bénéfice du Fermier. Il doit en être de même des fermes du Roi; en sorte que bien des gens judicieux & instruits, estiment qu'il est perçu chaque année sur les peuples, plus de neuf cent millions, quoiqu'il n'en parvienne à

l'Administration, que quatre cent soixante-douze millions.

Des sommes aussi prodigieuses qui se dispersent avant de parvenir au Trésor-Royal, révoltent davantage les Peuples que les impositions mêmes. Il n'est pas un François, qui n'apportât lui-même au pied du Trône sa contribution, pour tirer l'État de la crise actuelle, s'il étoit assuré qu'elle dût tourner en entier à son profit. Mais depuis un siècle, le fisc en France, est devenu un hydre à mille têtes, qui sans cesse se retourne en tous sens pour dévorer les Peuples; ils l'ont en horreur.

Les États-Généraux doivent opérer une régénération; seroit-ce, en laissant subsister cette foule de taxes & d'impôts, dont je viens de parler? Seroit-ce, en continuant, au sortir de la Capitale, d'être arrêté à l'entrée des Villes du Royaume, comme si l'on passoit dans un pays ennemi?

J'estime, que, *régénérer*, en terme de finances, veut dire, *réunir toutes les taxes & les impôts sous les loix de l'équité & de la raison*. Or, rien n'est plus absurde, que tous les moyens inventés par l'esprit fiscal, pour tirer le sang du Peuple de tous ses membres.

Il n'entreroit jamais dans l'esprit d'une Nation naissante, qui auroit besoin de s'imposer, d'établir, premier, second, troisième vingtième; deux sols, quatre sols pour livre, capitation, industrie, tailles, taillon, aides, gabelles, casernes, papier timbré, contrôle, &c. Il a fallu une suite de siècle, pour parvenir à ce comble de persécutions.

Aujourd'hui que l'instruction & la Philosophie paroissent vouloir ramener tout à l'ordre; examinons les vrais principes en fait d'impositions.

Quelle somme la France a-t-elle à payer chaque année ?

Combien renferme-t-elle d'habitants pour satisfaire à la dette Nationale ?

Les pauvres doivent-ils contribuer, en proportion, plus que les riches ?

Le compte rendu au Roi, en 1788, démontre que la dépense annuelle, est d'environ six cent trente-trois millions. Ce que les Etats-Généraux pourront en retrancher, se trouvera en excédent. Il paroît donc convenable de statuer sur cette somme (1).

Tous les impôts établis sur les objets de consommation, prennent le nécessaire du pauvre, & ne touchent que légèrement le superflu du riche.

Suivant les calculs de M. Necker, on doit compter en France plus de vingt-quatre millions six cent mille habitants ; d'après cela, je vais démontrer la possibilité d'établir deux seuls impôts ; l'un, sur le revenu réel des terres, applicables aux propriétaires fonciers ; l'autre, tribut Nationale, perçu sur tous les propriétaires de richesses mobilières ; tels que les Rentiers, les Négociants, les Artistes & les Artisans. Ces deux impôts suffiroient, non - seulement au six cent trente - trois millions nécessaires au service de

(1) M. Necker, dans son dernier Etat, porte les dépenses fixes à 531,444,000 livres, mais le chapitre des dépenses extraordinaires est très-considérable chaque année, & comme il a été dit page 4, il annonce 262 millions consommés en anticipations sur 1789 & 1790.

chaque année ; mais encore , à la liquidation de la dette Nationale , & aux fonds à mettre en réserve pour les guerres , & autres calamités imprévues.

Deux Contrôleurs - Généraux également estimés par leur intégrité & par leur mérite . ont été d'un avis absolument opposé à l'établissement d'un seul impôt ; l'un a dit , « *que ce plan engendrerait des inconvénients importants , que son exécution aurait des difficultés invincibles ; comment tarifier d'une manière équitable les habitans d'un Royaume tel que la France , sans autre règle qu'une estimation confuse des facultés de chacun ?* »

L'autre s'est exprimé ainsi : « L'exécution d'un seul impôt que je desire réaliser & substituer à cette foule d'impôts indirects , fléaux de l'industrie & du commerce , source première de la misère & de l'avilissement du Peuple. Cette exécution ne peut paroître aisée ou impossible qu'à des esprits inattentifs , à des hommes peu éclairés , à des hommes paresseux qui , subjugués par le préjugé , ne veulent pas réellement le bien des Peuples & de l'Etat , ou au moins n'en ont pas le courage. »

Ne seroit il pas convenable de prendre un parti mixte entre l'opinion de deux aussi grands Administrateurs ?

La société politique étant composée de Propriétaires fonciers & de Propriétaires de richesses mobilières , il ne paroîtroit pas juste que ces derniers fussent affranchis de toutes impositions par l'établissement d'un seul impôt territorial.

D'un autre côté , est-il raisonnable que , dans

la crise où se trouve la France, l'Administration renonce au produit certain que lui donnent les Fermes du Tabac, des Postes, des Messageries, & toutes les Régies; il me paroît donc convenable de chercher à concilier les intérêts de l'Etat avec le vœu général de la France, d'être affranchie des vexations des Fermiers.

En supprimant les Aides & mettant les Gabelles en Régie, de la forme la plus douce, on devoit laisser subsister tous les objets qui ne sont à la charge des Peuples, qu'autant qu'ils veulent bien s'y soumettre, pour se procurer quelques avantages & ceux que l'exemple des autres Nations met dans la nécessité de percevoir. Tels sont les Droits d'Entrée aux frontières; il me semble qu'on rempliroit ces vues par l'établissement des deux seuls impôts que je propose.

É T A B L I S S E M E N T

De deux seuls impôts.

M. Necker, dans son Traité des Finances, a donné la preuve numéraire de l'existence annuelle de plus de vingt-quatre millions six cents mille habitans en France. Depuis les révolutions de la Hollande & l'Edit en faveur des Protestans, il est probable qu'il y en a davantage; mais quelques centaines de mille de plus ou de moins, sont indifférens à la réussite de mon plan; ainsi je supposerai seulement vingt-quatre millions d'habitans en France. De ce nombre je supprime vingt

millions cinq cents mille pour les enfans, les soldats, les femmes, les pauvres vieux & jeunes, tous les journaliers à bas prix; je réduis ainsi le nombre des contribuables à trois millions cinq cents mille habitans, composés de peres de familles, de veufs ou veuves, de filles & garçons majeurs d'Ecclésiastiques séculiers, de Moines & de Religieuses, d'orphelins & mineurs qui jouissent de leur fortune.

Rien de plus probable que l'existence en France de ces trois millions cinq cents mille habitans, divisés en Propriétaires fonciers & Propriétaires de richesses mobilières. Classés chacun suivant leur fortune, on devroit trouver sans exagération le *medium* de deux cents livres par chaque individu. Or, 3.500,000 contribuables à 200 livres chaque, produiront 700 millions. Voici donc 67 millions au-dessus des 633 millions nécessaires pour la dépense annuelle de l'Etat: il convient d'ajouter à ce produit ceux des Fermes & Régies dont j'ai parlé, qui sont les moins à charge aux Peuples.

*Etat des produits des Fermes & Régies à
laisser subsister, indépendamment de deux
seuls impôts proposés.*

Avec le produit de 700 millions que fourniraient les deux impôts proposés, on seroit en état de supprimer les grandes & petites Gabelles, & de laisser la vente du sel à la concurrence du commerce.

Quoique ce soit le vœu général de la Nation, sa situation actuelle permet-elle de renoncer à cette ressource ?

Le sel étant une denrée de peu de valeur intrinsèque, de première nécessité & de très-grande consommation, fournit à l'Etat un moyen de bénéfice considérable. J'estime donc qu'il seroit possible d'établir une forme de Régie qui concilieroit les intérêts de l'Etat avec les besoins des Peuples. Je proposerai des réflexions particulières sur cet important objet, pour ne pas interrompre l'ordre du plan actuel.

Le produit des grandes & petites Gabelles s'élève, suivant le dernier Compte rendu, à 58,560,000 liv. sans aucune exaction sur les Peuples; la Régie de cette denrée pourroit rendre à l'Etat au moins, ci 20,000,000 mil.

L'usage du tabac devenant une nécessité seulement pour ceux qui font la faute de s'y habituer, on doit, par la raison détaillée ci-dessus, laisser subsister cette Ferme, qui rapporte avec l'excédent éventuel, ci . . . 28,000,000

Il en devroit être de même pour les Droits de Traités & Domaines d'Occident, dont les produits ne devront pas essuyer de diminution, étant perçus aux frontières du Royaume, ci . . . 28,440,000 liv.

La Régie générale rapporte, tant pour la portion revenant au Roi, que pour la remise offerte

Transporté. . . . 76,440,000 liv.

Reporté, ci 76,440,000 liv.
 par les Régisseurs, 50,220,000
 liv. attendu la très-grande dimi-
 nution à faire sur les Droits des
 Cuirs, des Suifs, mais nulle-
 ment sur les Cartes à jouer,
 cette Régie devra rendre net, ci 10,000,000

L'Administration des Domaines, suivant le Compte rendu, fournit, ci . . . 50,340,000 l.

Mais il en faut déduire pour frais d'Administration & tous autres relatifs, ci 10,261,452 l.

Partant le produit net est de ci 41,078,548

En déduisant 50,000 liv. pour frais de Régie des revenus casuels & Marc-d'Or, portés à 5,665,000 l. il devroit rester 5,115,000 liv. Cependant d'après l'évaluation de M. Necker, du 1 Mai 1789, je les porterai seulement à. ci 4,500,000

Du produit des Fermes des Postes; de 10,800,000 l.

On doit déduire
 pour remises &
 indemnités aux

Fermiers, ci . . . 916,000 l. }
 Plus, pour trai- }
 tement des Em- }
 ployés, ci . . . 599,016 l. } 1,515,016 l.

Restera net, ci 9,284,984 l.

Transporté 141,303,532 l.
 Plus,

Reporté	141,303,532 liv.
Plus, pour augmentation à cause de la suppression des Franchises & Contre-seings, ci . . .	1,200,000 liv.
Produit net de la Ferme des Messageries, ci	1,100,000
Idem, de la Ferme de Sceaux & de Poissy, ci	630,000
Idem, de la Régie des Poudres, d'après la dernière évaluation de M. Necker, ci . . .	800,000
Sur le produit des bénéfices des Monnoies, de 533,774 liv.	
Il faut déduire pour les frais, environ	200,000
Ci, reste net	333,774
Pour la Ferme des Affinages, ci	120,000
Créances sur les États-Unis de l'Amérique, ci	1,600,000
Pour les Forges de la Chauffage, ci	80,000
Revenus de la Caisse du commerce, ci	636,000
Loyer des maisons & terrain des Quinze-Vingts, ci	180,000
On ne passera pas ici le produit de la Loterie Royale & des petites Loteries, porté dans le dernier Etat de M. Necker,	
Transporté, ci	147,983,306 liv.

Reporté, ci 147,983,306 liv.

à 14,000,000 millions, attendu qu'il est à désirer qu'elle soit supprimée, comme trop onéreuse au Peuple, & sur-tout à la classe la plus indigente. L'espérance d'un Lot est une consolation dans ses peines. Les Loteries, dans un Etat, sont un mal nécessaire, afin d'empêcher ceux qui ont cette passion, de placer dans des Loteries étrangères; mais il conviendrait que les bénéfices ne fussent pas aussi énormes que ceux de la Loterie Royale, & que les gros Lots de celles à établir ne fussent pas d'aussi fortes sommes. Les riches n'ont pas besoin de ce secours, & 10,000 liv. pour les pauvres sont une fortune.

D'après ces principes, il est possible d'établir une ou plusieurs Loteries semblables à celles d'Angleterre, dans laquelle, sur trois Billets, il y en a un gagnant.

On peut supputer le bénéfice que pourroit faire l'Etat sur les Loteries, à, ci

5,244,211

Intérêt annuel de 6 millions, que doit un Prince d'Allemagne.

300,000

Total 153,527,517 liv.

Total des produits indépendans de la recette des deux impôts proposés, ci 153,527,517 liv.

En ajoutant à cette somme le produit des deux impôts proposés, montant à, ci 700,000,000

Les revenus de la France s'éleveront donc chaque année à,
ci 853,527,517 liv.

Lesquels, suivant le détail que je donnerai ci-après, suffiroient pour remplir le déficit actuel, liquider graduellement la dette nationale, & avoir 324 millions en réserve pour les événemens de guerre.

P R I N C I P E S

Sur lesquels devront être établis le tribut national & l'impôt sur le revenu réel des biens-fonds.

1°. L'Administration ne peut & ne doit rien changer à la forme des impositions actuelles, avant de s'être procurée la certitude physique, que celle qu'elle y substituerait lui rendit au moins le même produit.

2°. Les Etats-Généraux ordonneraient dès leur première séance, la confection d'un nouveau cadastre & dénombrement, qui devrait être parfait pour l'époque à laquelle ils détermineroient la prochaine tenue des Etats.

Les Ordres du Clergé & de la Noblesse n'ayant

jamais payé les impositions des Vingtièmes, & autres impôts proportionnellement à leurs revenus, ayant déclaré qu'ils renonçoient à leurs privilèges pécuniaires, pour supporter également, avec l'Ordre du Tiers, les charges de l'État, cette grande opération devient absolument nécessaire, soit qu'on laisse subsister les impositions actuelles, soit qu'on les simplifie.

3°. Les Etats-Généraux déclareroient dès leur première séance, que leur intention seroit pour l'époque du premier Janvier 1790,

De supprimer les Droits d'Aides,

De mettre une telle réforme sur la partie des Gabelles, que le sel, à Paris & dans les autres Villes de l'intérieur du Royaume, fût délivré à moitié du prix actuel, & diminué en proportion de l'éloignement des marais salans,

De supprimer les Tailles, Capitation & Industrie.

D'annuller les Douannes dans l'intérieur du Royaume, & de les porter toutes sur les frontières; & enfin, d'établir en remplacement:

L'impôt du dixième sur le revenu réel des terres; & cette même retenue, sur toutes les rentes & pensions.

Un tribut National, perçu sur tous les Propriétaires de richesses mobilières; tels que les Rentiers, les Commerçants, les Artistes & les Ouvriers.

Mais qu'ils ne pourroient opérer cette régénération d'impositions, sans le concours de la Nation manifesté, ainsi qu'il va être expliqué; soit par l'abonnement des différents Etats ou Assemblées Provinciales; soit par la souscription de

chaque contribuable, pour avoir seulement lieu jusqu'à la prochaine tenue des Etats-Généraux, où la confection du cadastre & dénombrement, mettra à même de rectifier les défauts & abus dans les répartitions.

En attendant cette époque, les rôles actuels des Tailles & Capitations, fourniront des bases pour l'établissement des nouveaux tarifs & rôles à former, dans lesquels le Clergé & la Noblesse contribueront comme le Tiers-Etat, en proportion de leurs revenus réels. La publicité de ces tarifs & rôles, rendroit juste la balance des répartitions.

Comme cette grande opération exigeroit le travail de plusieurs mois, les Etats-Généraux les occuperoient aux grandes questions qu'ils ont à traiter, & ne consentiroient l'établissement de ces seuls impôts proposés, qu'après qu'ils auroient acquis la certitude physique du montant de leur produit, & que la Nation entière les préférât à toutes les autres taxes & impositions.

4°. Cette réforme salutaire des impositions ne pourroient s'opérer, qu'autant que les différents Etats & Assemblées Provinciales, reconnoîtroient qu'étant aujourd'hui tous indistinctement Membres du Corps de la Nation Française, il doivent contribuer également à son rétablissement, & à sa bonne constitution; & qu'ils n'établissent d'autre différence entre elles, que celle de leur population, & de la richesse de leurs productions & de leur commerce.

Il faudroit, qu'en tout ce qui seroit contraire à ces principes de raison & d'équité, les Provinces réputées franches, & les pays nouvelle-

ment conquis, renonçassent à leurs prérogatives & privilèges.

5°. Chaque contribuable devoit se pénétrer de la vérité, qu'il n'est possible à l'Administration de remplir son vœu pour la suppression des droits, taxes & impôts actuels, qu'autant qu'il y concoureroit par une souscription proportionnée à une décharge aussi considérable.

Les habitants des Villes étant ceux qui sont les plus grevés par les droits d'entrée, & taxes sur tous les objets de consommation, devoient porter leurs souscriptions, non-seulement au montant de ce qu'ils payent pour Capitation & Industrie; mais encore, à une somme à-peu-près équivalente à l'affranchissement dont ils jouiront de tous autres droits.

Tous les particuliers qui sont propriétaires de terres & de richesses mobilières, & qui jouissent de rentes sur l'Etat, devoient payer le dixième sur le revenu réel de leurs terres, supporter la retenue du dixième sur leurs rentes, & satisfaire au tribut National; ils reconnoîtroient que ces différentes impositions seroient parfaitement conformes à l'équité & à la justice, s'ils vouloient considérer d'abord, que dans l'état actuel des choses, ils payent l'équivalent; ensuite, qu'ils représentent à l'Etat trois individus, dont

L'un, auroit les terres;

L'autre, les rentes;

Le troisième, la possession d'un Commerce, ou l'exercice d'un Art ou Profession quelconque.

Jusqu'à la confection du cadastre & dénombrement désiré, & que les différents Etats & Assemblées Provinciales se soient conciliés pour rendre

les impositions égales sur tous les habitants des Villes & Campagnes du Royaume ; les Citoyens des Villes capitales , & notamment de Paris , devroient continuer leurs contributions en raison de ce qu'ils payent actuellement , & de l'affranchissement qui leur seroit offert. D'après le tableau ci-joint , de ce que paye le moindre Bourgeois de Paris , par les droits d'entrée sur les comestibles , & sur tous les articles de sa consommation , il est démontré qu'en donnant deux cents livres pour le tribut national , il éprouveroit les deux tiers d'économie.

On devroit enfin considérer , que la convocation des Etats Généraux , peut seule lever tous les obstacles qui s'opposeroient à l'établissement de deux seuls impôts , en remplacement de tous les autres ; & que , si chaque contribuable ne coopère à cette salutaire régénération , la France languira sans cesse sous le joug du fisc.

MOYENS D'EXÉCUTION.

Je proposerai deux moyens d'exécuter la réforme que j'annonce dans les impositions ; le premier , la souscription de chaque contribuable ; le second , l'abonnement des différents Etats & Assemblées Provinciales.

P R E M I E R M O Y E N .

Souscription de chaque Contribuable.

Il est reconnu qu'il est de l'essence de la constitution Française , que la Nation consente l'impôt ;

partant de ce principe, il seroit d'une plus grande équité, que chaque contribuable le souscrivît, ce qui ne paroît pas impossible.

D'après la proclamation faite par les Etats-Généraux, il seroit ordonné, que de la même manière qu'ont été convoqués & présidés les trois Ordres de l'Etat dans chaque Baillages, Sénéchauffées & Villes; il seroit formé de nouvelles Assemblées, où chaque contribuable payant au Roi, Taille ou Capitation, seroit obligé de comparoître, soit en personne, soit par procuration.

Chaque particulier rapporteroit sa dernière quittance de Vingtièmes, Capitation, Industrie ou Taille; plus, un état certifié de lui véritable, du revenu réel de ses terres, année courante; de celui de son Commerce, de la Charge ou Profession qu'il exerce; & seroit la souscription de ce qu'il consent payer chaque année, jusqu'à la prochaine tenue des Etats-Généraux, en spécifiant tant pour le dixième sur le revenu réel de ses terres, & tant pour le tribut National.

Les impositions ne pouvant être réparties d'une manière plus équitables, que par les Pairs; on suivroit dans les Villes, & sur-tout dans les Capitales, l'usage établi, notamment à Paris, pour la Capitation, de faire déterminer le tribut National par les Chefs des différentes corporations.

Les Officiers Municipaux dresseroient les rôles des Bourgeois qui ne tiennent à aucune corporation; dans les Villages & Bourgs, les Syndics de Communautés seroient chargés de cette opération.

Les particuliers qui ne paroïtroient dans ces assemblées, ni en personnes, ni par procuration

en bonne forme, à l'effet de signer leur souscription, seroient taxés, suivant l'opinion publique de leur état & de leur fortune, par le Président, & dix des plus notables, que se choisiroit l'assemblée.

Ceux ou celles qui payent actuellement Taille ou Capitation, quoique dans l'indigence, seroient obligés de justifier de leur état au Président, & aux dix notables, qui modéreroient leur taxe ou l'annulleroient, s'ils reconnoissoient qu'ils ne fussent pas dans le cas d'être imposés. Il en seroit fait mention dans le procès-verbal, afin d'examiner, lors d'une nouvelle imposition, si leur situation ne s'est point améliorée.

D'après les souscriptions de chaque contribuable, il seroit dressé des tarifs & rôles, qui seroient affichés pendant un mois à la porte des Eglises des Villages & Bourgs; dans les Villes, aux Bureaux des différentes corporations, & en l'Hôtel-de Ville.

Ceux qui auroient des observations, plaintes ou récriminations à faire contre ces rôles, s'adresseroient aux Chefs des différentes corporations, & aux Officiers Municipaux.

On dresseroit en outre un tableau particulier, où seront inscrites les sommes, que des particuliers patriotes offriroient en sus de leur imposition, pour contribuer au soulagement de l'Etat. On en feroit une mention honorable dans tous les papiers publics; le point d'honneur étant le guide des François, on ne peut se faire une idée juste des sommes auxquelles s'élèveroient ces dons véritablement gratuits.

Sur ces tarifs & rôles de chaque Village,

Bourg, Ville, Sénéchaussée & Baillage; il en seroit fait un général pour les différents Etats & Assemblées Provinciales & Pays d'Etat, qui connoitroient au juste par ce moyen, la somme à laquelle ils pourroient souscrire vis-à-vis du Trésor-Royal.

En admettant seulement ces deux impôts, il ne seroit pas convenable de laisser subsister les octrois, & autres droits perçus dans la plupart des Villes & Provinces, pour les mettre en état de satisfaire à leurs Charges, & à l'entretien de leurs Hôpitaux.

Les Assemblées Provinciales feroient l'estimation de leur produit, & la retenue sur la masse des impositions.

Quoique ce premier moyen d'établir ces deux impôts, paroisse fondé sur des principes d'équité naturelle, on y rencontreroit, peut-être, des difficultés invincibles, tant par les longueurs de telles opérations, que par la mauvaise foi, malheureusement trop générale, des contribuables, pour ne pas payer en proportion de leurs facultés.

Le second moyen seroit infiniment plus simple, & également certain.

SECOND MOYEN D'EXÉCUTION.

L'Administration est parfaitement instruite de ce que chaque Etat & Province paye en contributions; d'après la décision des Etats-Généraux, que la masse totale des deux impôts proposés en remplacement de tous autres, devroit s'élever à la somme de sept cent millions. Il en seroit fait répartition sur chaque Etat & Assemblée Provin-

ciale, suivant leur richesse & population. Ils feroient faire, comme bon leur sembleroit, dans leurs districts, les nouveaux rôles & tarifs d'imposition, & formeroient chacun un abonnement, pour verser au Trésor-Royal une somme fixe chaque année, jusqu'à la prochaine tenue des Etats-Généraux.

Pour donner une idée de la manière dont cette répartition pourroit être faite dans le Royaume, on en joint le tableau par Généralité, proportionné aux contributions qu'elles payent actuellement, & aux augmentations dont elles sont susceptibles, d'après leurs productions, leur commerce & leur population.

MOYENS DE PERCEPTION.

Soit qu'on emploie l'un ou l'autre moyen d'exécution pour l'établissement des deux impôts que je propose, la manière de les percevoir devra être la même, elle est indiquée par celles déjà employées pour la perception de la Capitation & Tailles. Il seroit établi un seul Trésorier-Général dans chaque pays d'Etats & Provinces, lequel s'obligeroit de verser sa recette chaque mois, par douzième directement, au Trésor-Royal.

*Avantages de l'établissement de deux seuls impôts,
en remplacement de tous autres.*

1°. Le bon ordre rétabli dans les Finances, & 324 millions disponibles au premier mouvement de guerre.

2°. Extension du Commerce.

- 3°. Destruction de la Contrebande.
 4°. Economie de plus de 22 millions sur les frais de perception.
 5°. Economie sur toutes les fournitures relatives aux Départemens de la Guerre & de la Marine.
 6°. Affranchissement pour plus de 20 millions d'habitans, de toute espèce d'impositions.

PREMIER AVANTAGE.

Le bon ordre rétabli dans les Finances, & 324 millions disponibles au premier mouvement de guerre.

Ainsi qu'il a été exposé ci-haut, le produit des deux seuls impôts feroit de, ci	700,000,000 l.
Celui des Fermes & Régies con- servées, ci	153,527,517
	<hr/> 153,527,517 l.

A déduire

53,527,517 l.	Pour frais de perception.	} 88,527,517
27,000,000	Pour retenues faites par les Etats & Villes, en remplacement des Oc- trois & autres Droits qui leur étoient particuliers.	
8,000,000	Montant des pensions à faire aux Commis supprimés.	
<hr/> 88,527,517 l.		
		<hr/> 765,000,000 l.

En supputant la dépense de l'Etat telle qu'elle a été portée dans le Compte rendu en 1788, à environ ci	633,000,000 l.
Il y auroit un excédent de, ci . . .	<hr/> 132,000,000 l.

Desquels on pourroit faire la répartition suivante.

SAVOIR :

- 50,000,000 liv. Pour remboursemens établis
chaque année par tirage, des
Charges de Finances & caution-
nement d'Emplois supprimés.
- 50,000,000 Pour remboursement des Char-
ges dont les droits sont les plus
onéreux à l'Etat.
- 32,000,000 A mettre en réserve pour les
événemens de guerre & de cala-
mités publiques. Dans le cha-
pitre des réflexions particulières,
il sera proposé des moyens de
rendre ces fonds utiles au public,
de manière à les avoir toujours
à sa disposition au premier be-
soin.

132,000,000 liv.

Indépendamment de ces trente-deux millions
en réserve pour les événemens de guerre, on doit
observer qu'au lieu de mettre de nouvelles taxes
& impositions sur le Peuple, on devroit com-
mencer par suspendre tous remboursemens, en-
forte que, d'après le tableau ci-dessus, on auroit
d'entrée, ci 132,000,000 liv.

Dans les 633 millions portés
pour la dépense annuelle de l'E-
tat, il y en a 76 appliqués à des
rembursemens, ci

76,000,000 liv.

Transporté 208,000,000 liv.

Reporté 30]

Plus, il y est porté environ
29 millions applicables seule-
ment aux dépenses de l'année
1788 & suivantes. Je modérerai
cet article à 10 millions, ci. . .

10,000,000

Le montant des rentes via-
gères à payer annuellement, est
de 107 millions. D'après les
meilleurs calculs, il s'en éteint
la vingtième partie chaque an-
née; cela doit opérer une boni-
fication au moins de 5 millions
par chaque année, ci . . .

5,000,000

D'après le dernier Discours de
M. Necker, il paroît que les
dépenses fixes & annuelles de la
France seront seulement de 532
millions. Comme, suivant le
Compte rendu en 1788, je les
porte à 633 millions, il y aura
une différence en économie de

101,000,000

324,000,000 liv.

Il résulte donc que la France, en cas de guerre,
auroit dans l'année 324 millions de disponibles.
Quelle Puissance oseroit la lui déclarer, quand
elle lui connoitroit de telles ressources?



DEUXIEME AVANTAGE.

Extension du Commerce.

L'affranchissement des droits sur tous les articles de consommation, devant amener nécessairement la diminution des frais de main d'œuvre; il en résulteroit pour le commerce, une extension considérable.

Tout le monde fait que dans les Manufactures de draperie & de soierie, & de quantité d'autres articles, les frais de main-d'œuvre doublent & triplent la valeur des matières premières. Si malgré leur haut prix, la France fait un débit considérable de ces objets dans l'Etranger, attendu leur perfection & la variation du dessin; à quel degré d'étendue ne devra pas se porter ce commerce, quand ces frais de main d'œuvre seront à plus bas prix que dans tous les Etats voisins? Quel effort pour le génie inventif des François, dans tous les articles d'horlogerie, bijouteries, diamans, d'ameublement, de modes, dont la façon & l'art font presque toutes les valeurs, & qui sont généralement recherchés dans toute l'Europe? La cherté de la main d'œuvre, est un frein qui empêche de tendre à la perfection dans tous les genres.

Quelles difficultés n'éprouvent pas la vente, la circulation & le transport de nos vins? A peine sont-ils récoltés, qu'il s'agit de déclarations, de visites vexatoires!

Pour leur transport, des droits & des visa continuels!

Sont-ils convertis en Eau-de-vie , les Commis inspectent jour & nuit le bouillon ; le propriétaire toujours soupçonné , jamais tranquille , n'éprouvé qu'embarras & gênes ?

Dans les pays d'Aides , le Cabaretier & l'Aubergiste sont sujets à une affreuse inquisition ; la liqueur qu'ils vendent aux malheureux , privés des moyens de l'acheter en gros , est soumise à l'impôt du quatrième de la valeur , souvent arbitrairement fixé.

A Paris , le pauvre est empoisonné lentement , par la liqueur frelatée , qu'il paye beaucoup plus cher que le bon vin , dont s'abreuve à son aise l'homme fortuné ; rompre toutes ces chaînes , ce seroit ouvrir une source de bonheur aux pays de vignobles , & de richesses à la France , dont , à égalité de prix , les vins seroient préférés dans toute l'Europe.

Le commerce des vins , est un des plus avantageux à l'Etat ; la mise dehors ne lui coûte rien. Ce produit de la plus haute valeur , est absolument le fruit des travaux de l'Agriculture.

TROISIEME AVANTAGE.

Destruction de la Contrebande.

Le sel , établi par une sage régie , approchant au même prix où le porteroit le commerce libre , la suppression des Aides , toutes les Douanes portées aux frontières ; ces salutaires réformes détruiroient presque totalement la contrebande , & ses suites funestes. Ce seroit ici le cas de faire une touchante description de toutes les vexations qu'éprouvent

qu'éprouvent les Campagnes, par les hordes de Coumis de la Gabelle & des Aides : tout le monde les connoit, & en gémit ; mais tout le monde ne fait peut-être pas, qu'aux portes de Paris même, malgré les murs qui les investissent, il n'est pas de nuit où il ne se fasse de sanglantes escarmouches entre les Cominis & les Contrebandiers.

Que de bras seroient rendus à l'Agriculture ! Quelle diminution de procès, de peines à infliger ; la paix & la tranquillité deviendroient constantes dans les Villes & dans les Campagnes !

QUATRIEME AVANTAGE.

Economie de plus de vingt deux millions sur les frais de perception.

M. Necker évalue les frais de recouvrement :

Pour la partie des Aides, à seize deux tiers pour cent.

Pour celle des Fermes, à treize & demie pour cent.

Pour les recettes générales, à six pour cent.

Attendu l'importance dont cette dernière partie deviendrait, il y a tout lieu de croire, qu'on parviendrait à faire faire le service à moins de cinq pour cent de frais ; le bénéfice de chaque Receveur étant proportionné au montant de sa recette ; plus elle seroit considérable, moins il devroit exiger de remise.

Les frais de perception sur les Fermes générales, présentant le médium de quatorze pour cent ; leur produit étant, d'environ deux cent

cinquante millions ; & trouvant , suivant mon plan , le moyen de l'effectuer , à raison de cinq pour cent , il en résulteroit donc une économie de près de neuf pour cent ; faisant , sur deux cent cinquante millions , vingt deux millions cinq cent mille livres , à la décharge des Peuples. Cet article mérite certainement la plus grande considération , quoiqu'il ne parvienne net au Trésor-Royal , qu'environ deux cent cinquante millions du produit des Fermes générales ; ainsi que je l'ai développé plus haut , les Peuples en payent infiniment plus. Pour s'en assurer , il suffit de considérer les chemins , & les circuits prodigieux que fait l'argent avant de parvenir dans les coffres du Roi ; la multitude de mains par lesquelles il passe , & les canaux souterrains par lesquels il s'échappe.

CINQUIEME AVANTAGE.

*Economie sur toutes les fournitures relatives aux
Départemens de la Guerre & de la Marine.*

Il a été prouvé , que l'affranchissement de droits de tous les articles de consommation , feroient diminuer la main d'œuvre ; & par suite , toute espèce de marchandises ; l'Administration éprouveroit donc une grande économie sur ses achats , pour l'habillement , l'équipement & l'approvisionnement de ses troupes , & sur toutes les fournitures relatives à la Marine.

D'après l'exécution de mon plan , chaque département auroit d'une manière fixe & constante , les fonds qui seroient reconnus lui être

nécessaires; ils pourroient faire leurs achats au comptant, ou à très-court terme. Ils ne seroient plus obligés de faire des marchés onéreux, relativement au crédit qu'on leur accorde.

Par exemple, le Roi loue des logements garnis pour coucher ses troupes, & ces locations lui coûtent infiniment plus que des propriétés.

Le département de la guerre dépense tous les ans, pour l'entretien des lits Militaires, environ huit cent mille livres. Le Roi tient compte, au moins, de cette même somme, aux Etats & aux Villes, pour les cazernes; en sorte que l'Administration paye chaque année, au moins seize cent mille francs, pour location d'un objet dont elle acquerroit la propriété avec moins de trois millions.

Ce fait a été démontré dans un Mémoire approuvé par les principaux Membres du Conseil de la Guerre; mais malgré son zèle pour les intérêts du Roi, il ne lui a pas encore été possible de remédier à un tel abus; attendu que par un article du dernier bail, on doit rembourser comptant le prix des lits Militaires, à la Compagnie qui a cette très-lucrative entreprise; & que cette acquisition monteroit à environ trois millions.

Il existe des abus semblables, dans les départements de la Guerre & de la Marine; ils deviennent encore plus sensibles, lorsqu'il est question de guerre: alors, la célérité qu'exige le service, & le manque d'argent, obligent de faire des marchés onéreux, dont on retarde, il est vrai, le paiement, mais qui finissent toujours par être acquittés au détriment de l'Etat.

SIXIEME AVANTAGE.

Affranchissement pour plus de vingt millions d'habitants de toute espèce d'impositions.

Si l'établissement de deux seuls impôts proposés, pouvoit se répartir en France, sur trois millions cinq cent mille contribuables, à raison du médium de deux cent livres chaque, il y auroit donc plus de vingt millions d'habitants affranchis de toutes sortes d'impositions. Dans une Nation, tous les individus doivent contribuer à ses charges, à proportion de leurs facultés; aussi, je ne doute pas, que paroissant prouvé qu'il existe en France plus de vingt-quatre millions d'habitants, il ne s'en trouve huit millions en état de contribuer sans gêne, d'après les moyens que je propose, à raison de 12 livres, 24 livres, 50 livres, 75 liv. 100 livres, 150 liv., 200 liv. &c., chacun feroit classé d'après ce qu'il paye : ses facultés & ses sentiments de patriotisme, la publicité des rôles d'imposition, le feroient connoître, & le mettroient à un juste niveau.

L'instruction, plus généralement répandue, paroît manifester l'intention de se conduire. Enfin, d'après les principes de l'équité & de la raison, suivant eux; le fort, doit-il opprimer le foible, & le riche, l'indigent? Tel est, cependant, le régime actuel d'administration de toutes les Nations les plus policées, en grévant de taxes & d'impôts, tous les objets utiles à la vie. Ces droits enlèvent le nécessaire aux pauvres, & effleurent à peine le superflu du riche; l'un donne

son sang , contre l'autre un cheveu. (Voyez l'état de ce que paye en droits le moindre Bourgeois de Paris).

Les lumières dont les Etats - Généraux de la France deviennent aujourd'hui le foyer , ne doivent-elles pas faire espérer ces jours heureux , où les foibles & les pauvres ne gémiroient plus de l'oppression de la force , & des richesses ; où la justice & la raison , deviendroient les seuls principes des Loix & de l'Administration ? Que les Représentants de la Nation Française , aidés des connoissances & des avis du sage Administrateur de nos Finances , appuyés de la volonté du meilleur des Rois , pour la félicité de ses Peuples , donnent à l'Univers entier le premier exemple d'une imposition équitable , & du triomphe de la raison en faveur du foible & de l'indigent !

Les Etats-Généraux seuls , peuvent surmonter les obstacles qui auroient pu même rendre inutiles les intentions d'un Monarque bienfaisant , pour cette salutaire régénération. Eux seuls peuvent effectuer ce vœu de la Nation , & s'attirer son hommage éternel de reconnoissance & de bénédictions.

PREMIERE OBJECTION.

1°. S'il étoit possible de simplifier les impôts , cette méthode auroit été suivie par toutes les Nations ; & notamment en France , où elle a été proposée il y a près d'un siècle.

2°. Il n'y a pas en France trois millions cinq cent mille habitants , qui payant , les uns plus ,

les autres moins, puissent fournir le médium de deux cent livres par chaque contribuable.

3°. L'impôt perçu sur le revenu réel des terres, & suffisant pour remplacer toutes autres impositions, devroit être trop considérable, & décourageroit les Cultivateurs.

4°. Un tribut National, ou Capitation personnelle, a l'empreinte de l'esclavage: l'expérience prouve, que c'est l'impôt le plus difficile à percevoir; devant remplacer, à l'égard d'un très-grand nombre de particuliers, toutes autres impositions, on seroit dans la nécessité trop fréquente, d'employer des contraintes & des saisies.

Il est impossible de tarifier, d'une manière équitable, tous les contribuables d'un Royaume tel que la France.

5°. Le produit actuel des Vingtièmes, Tailles & Capitations, ne s'élève pas à deux cent millions. Comment espérer que deux seuls impôts; l'un, sur les propriétaires des terres; l'autre, sur les propriétaires de richesses mobilières, puissent rapporter sept cent millions?

6°. Les Fermes générales versent chaque mois au Trésor-Royal, douze millions, les autres régies en proportion; cela forme un revenu fixe & certain: comment l'assurer par l'établissement de deux seuls impôts, sans aucune interruption, laquelle pourroit exciter les plus grands troubles dans le Royaume?

7°. Que deviendroient plus de vingt mille Employés supprimés par les réformes proposées, auxquelles, d'ailleurs, l'opposition de la finance mettra toujours un obstacle insurmontable?

8°. Par l'établissement de deux seuls impôts

il n'en existeroit plus sur les articles de consommation ; les Etrangers ne participeroient donc en rien aux charges de l'Etat. Les Rentiers ne les supporteroient pas en proportion de leur fortune.

9°. Si les Peuples sont accablés par les impositions actuelles , rendant seulement à l'Etat quatre cent soixante douze millions , ils succomberont au fardeau , en élevant le produit de ses revenus , à huit cent cinquante trois millions.

Il n'est pas nécessaire à la France d'un revenu aussi prodigieux pour rétablir le bon ordre dans ses finances.

R É P O N S E S .

Première Objection.

Si l'établissement de deux seuls impôts étoit praticable , il auroit été adopté par toutes les Nations policées , & notamment par la France depuis près d'un siècle ; que semblables projets ont été proposés.

Il faut convenir que cet argument a tout le spécieux possible ; mais on pourroit , ce me semble d'abord , le rétorquer ainsi. Depuis quatorze siècles que la France existe , le Clergé & la Noblesse ont joui de privilèges pécuniaires sur leurs biens ; il n'est donc pas possible de les imposer comme ceux des roturiers.

Ensuite j'emprunterai la voix de M. l'Abbé Raynal , pour dire : « Cela ne se peut , & quand » cela se pourroit , ce sont des innovations. Des » innovations ! soit ; mais tant de découvertes » dans les Sciences & dans les Arts n'en ont-elles » pas été ? L'art de bien gouverner est-il donc seul

» qu'on ne puisse perfectionner ? L'Assemblée des
 » Etats d'une grande Nation, le retour à la liberté
 » primitive, l'exercice respectable des premiers
 » actes de la justice naturelle, seroient ce donc
 » des innovations ? » L'Histoire nous prouve que
 dans les siècles d'ignorance, les Nations se sont
 formées sous le régime féodal, & que les vassaux
 étant serfs, ont supporté en esclaves les diffé-
 rentes taxes & impôts dont il a plu aux Seigneurs
 de les charger successivement, suivant leurs be-
 soins & leur ambition.

Aujourd'hui que le Tiers-Etat de la France
 vient de manifester qu'il étoit l'ame de la Nation,
 cette même raison qui a dicté que le bien du Noble
 & celui du Roturier devoit supporter également
 les charges de l'Etat, doit peser les obstacles &
 les avantages de deux seuls impôts remplaçant
 tous les autres, & faire pencher la balance du
 côté le plus favorable au grand nombre d'individus
 composant la Nation.

La finance en France tient aux gens les plus
 puissans & les plus accrédités; dès qu'il y fut ques-
 tion du projet de l'impôt unique, elle a fait jouer
 tous les ressorts imaginables pour persuader à
 l'Administration qu'il étoit impraticable, & qu'elle
 formoit le vrai soutien de l'Etat. On paroît être
 revenu de ce préjugé; cela en seroit un grand, que
 de décider qu'une réforme ne vaut rien, parce
 qu'elle n'a pas encore été faite.

DEUXIEME OBJECTION.

Il n'y a pas en France trois millions cinq cent
 mille habitans qui, payant les uns plus, les
 autres moins, puissent fournir le medium de 200
 1/2. pour chaque Contribuable.

Au commencement de ce siècle & pendant la Régence, M. de Boulainvillers portoit le nombre des Contribuables en France à quatre millions. Depuis, la population a augmenté, les troubles de la Hollande & l'Edit en faveur des Protestans ont décidé une grande quantité de familles étrangères à se fixer dans ce Royaume.

J'aurois pu, comme la plupart de ceux qui ont écrit en faveur de l'impôt unique, fournir des tables de la population de chaque Province, des divisions par classe de Contribuables; mais tels soins qu'on y apporte, ces résultats ne sont que des aperçus probables, toujours incertains; & dans une entreprise aussi majeure, l'Administration doit agir avec la plus grande certitude. Pour se la procurer, il n'est pas d'autre moyen qu'un cadastre & dénombrement général.

Tels moyens qu'on emploie pour établir la balance entre la recette & la dépense de l'Etat, la révolution qui doit s'opérer dans la répartition des impositions, par la renonciation du Clergé & de la Noblesse à leurs privilèges pécuniaires, nécessite la formation de nouveaux tarifs & rôles pour les Vingtièmes; puitque cette opération est indispensable, autant l'étendre jusqu'à un cadastre général, dont les Assemblées Provinciales faciliteroient singulièrement la confection, & qui, sous tous les rapports, seroient de la plus grande utilité.

Au reste, on doit observer que, suivant mon plan, il n'est pas nécessaire qu'il se trouve en France trois millions cinq cens mille Contribuables, à raison de 200 liv. chaque, quelques centaines de mille de moins diminueroient le pro-

duit; mais comme il est bien supérieur aux besoins indispensables de la France, cela n'altérerait point tous les autres avantages d'une telle réforme. Un des principaux seroit d'affranchir de toutes taxes le pauvre Journalier-Manœuvre chargé de famille, lequel passe sa vie dans la misère, & l'incertitude de trouver le lendemain un travail dur & pénible qui lui procure une subsistance chétive & précaire.

En attendant la confection d'un cadastre & dénombrement, il faut de nouveaux tarifs & de nouveaux rôles, pour pouvoir dire avec certitude la France peut fournir tel ou tel nombre de Contribuables.

TROISIEME OBJECTION.

L'impôt perçu sur le revenu réel des terres, & suffisant pour remplacer toutes autres impositions, devroit être trop considérable & décourageroit les Cultivateurs.

Il a été très-bien dit que de telle manière qu'on modifiât les impôts, ils retomboient toujours sur les productions de la terre, cette origine première de tous les biens; qu'ainsi on devoit préférer le genre de recouvrement le moins dispendieux, en supprimant les droits sur les consommations, & en transportant tous les impôts sur les Propriétaires fonciers; que ceux-ci ne perdroient rien à cette disposition, soit parce qu'ils hausseroient en proportion le prix des fruits de leurs terres, soit parce que les hommes de travail réduiroient leur salaire dans une proportion équivalente aux droits

sur les consommations dont ils seroient déchargés. Il en résulte la vérité suivante, c'est que le prix du travail & celui des productions de la terre ont un tel rapport ensemble, que l'on ne peut accroître ou diminuer l'une de ces valeurs, sans que l'autre ne s'en ressente.

D'après ces principes, quantité de personnes ont estimé qu'il falloit convertir toutes les impositions quelconques en un seul impôt territorial, perçu soit en nature, soit en argent sur le revenu réel des terres. Cela me paroîtroit infiniment juste, si la société politique étoit impunément composée de Propriétaires de fonds; mais la classe la plus considérable est celle qui n'a que des richesses mobilières, tels que les Rentiers, les Commerçans, les Artistes & les Artisans.

Malgré la hausse que leur feroit éprouver les propriétaires des terres, sur la vente de toutes leurs productions, il me paroît qu'ils ne supporteroient pas, en proportion égale à eux, les charges de l'Etat; c'est cette considération, qui m'a décidé à proposer pour cette classe très-nombreuse, un tribut National, dont le produit très-considérable, viendrait à la décharge de l'impôt territorial.

Quelques réflexions vont déterminer, s'il convient mieux de le percevoir en nature ou en argent, sur le revenu réel des fonds.

Il faut convenir que l'impôt territorial, perçu en nature, présente une apparence d'équité extrêmement séduisante: chaque particulier paieroit avec le produit de ses terres, & ne seroit pas tourmenté du soin de le convertir en argent, pour satisfaire à l'impôt. L'exemple des dixmes per-

gues par les Seigneurs & les Curés , fait préjuger qu'on pourroit établir de même une dixme Nationale.

Les particuliers peuvent éprouver , sans risques de grandes variations dans leurs revenus ; il n'en est pas de même de l'Etat , qui a des charges annuelles & fixes , à acquitter en argent. On répond qu'en affermant cette dixme Nationale , avec de solides cautions , on assureroit un revenu fixe. Combien de Fermier ne faudroit-il pas ? Leur quantité ne représenteroit-elle pas le nombre immense des gens du fisc , qu'on cherche à diminuer ? Personne ne se chargeroit de pareils baux , qu'avec la certitude d'y gagner ; ces bénéfices seroient au détriment de la chose commune.

Les grandes propriétés entraînent de grandes charges ; chaque propriétaire possède des terres bonnes , médiocres & mauvaises ; les non-valeurs , les terres en jachère , les frais d'engrais , de labour & de semence , sont les mêmes pour les unes comme pour les autres ; en payant également la dixme Nationale sur toutes indistinctement , il ne resteroit aux propriétaires de terres bonnes , médiocres & mauvaises , que très-peu de chose de leur produit ; & ceux qui en auroient uniquement de mauvaises , seroient même en perte.

Ces grands inconvénients ont fait proscrire l'impôt territorial , perçu en nature par l'assemblée des Notables : on peut donc conclure , qu'il convient percevoir en argent , l'impôt sur les terres , d'après leur revenu réel , évalué sur une année commune ; il vaut certainement mieux , que chaque particulier devienne , pour ainsi dire ,

le Fermier de l'impôt, vis-à-vis du fisc National, que de les mettre entre les mains de Fermiers-Généraux, dont les bénéfices seroient une surcharge pour les Peuples.

En portant cet impôt au dixième du revenu, année commune, il ne seroit pas trop considérable; & joint au produit du tribut National, il approcheroit infiniment des résultats que je propose.

En attendant le cadastre général, il n'y a que les nouveaux rôles & tarifs qui puissent en procurer la certitude.

QUATRIÈME OBJECTION.

Un tribut National ou Capitation personnelle, a l'empreinte de l'esclavage; l'expérience prouve que c'est l'impôt le plus difficile à percevoir. Devant remplacer à l'égard d'un très-grand nombre de particuliers, toutes autres impositions; on seroit dans la nécessité trop fréquente, d'employer des contraintes & des saisies. Il est impossible de tarifier, d'une manière équitable, tous les contribuables d'un Royaume tel que la France.

Depuis près d'un siècle que les plus grands Seigneurs payent en France la Capitation, on doit être revenu du préjugé, que cette sorte d'impôt dénote la servitude.

Par le plan que je propose, de rendre publics les rôles d'impositions, ils deviendroient le symbole du patriotisme. On tireroit bientôt à honneur, de faire connoître qu'on paye volontairement pour le soulagement de l'État, une somme

bien supérieure à celle à laquelle on étoit imposé.

La perception de la Capitation se fait assez facilement dans toutes les grandes Villes, où les Officiers Municipaux, les Gardes des Corps, Syndics des Communautés, en sont chargés.

A l'égard des Rentiers. on pourroit les obliger à l'Hôtel-de-Ville & dans les Caisses Royales, à présenter leurs quittances du tribut National, avant de les payer.

On pourroit ordonner, que toute partie contractante par-devant Notaire, seroit tenue de justifier qu'elle a payé son imposition; & que tout Notaire en feroit mention dans l'Acte.

Que personne ne pourroit être admis à aucune charge, fonction publique, dignité, bénéfice, emploi, sans la même formalité.

Que MM. les Curés ne pourroient procéder à la célébration d'aucun mariage, où à la publication des bans, si le futur époux ne leur avoit présenté sa quittance ou celle de son père, dans le cas où il n'auroit pas encore d'établissement, & vivroit dans la maison paternelle; que mention de ladite représentation seroit faite sur le registre paroissiale, à moins, qu'ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus, il n'eût été accordé une dispense pour cause de pauvreté, laquelle seroit portée sur le registre, & sur l'acte de publication.

Il seroit bien difficile alors, qu'un homme ayant un état ou quelque propriété, pût se soustraire à cet impôt.

Au milieu des richesses & de l'aisance, tant d'hommes éclairés par l'éducation, dépensent plus que leurs revenus; on ne doit pas s'étonner, si des Ouvriers & des habitants grossiers de la cam-

pagne , ne sont pas toujours capables de refuser à l'urgence de leurs besoins , une portion de leur étroite fortune , pour satisfaire à l'impôt. Il seroit donc bien , de pourvoir à l'imprévoyance de la plûpart des contribuables , & de leur faciliter les moyens de s'acquitter sans gêne & sans contrainte.

On éviteroit la plûpart des contraintes & faïsses , si , pour les particuliers peu aisés , on les admettoit à payer par moitié & même par quart ; & si , en leur apportant l'avertissement pour le tribut National , on leur faisoit souscrire des engagements aux époques qui leur conviendroient , & auxquelles on se présenteroit pour recevoir.

A Paris , & dans toutes les grandes Villes , la Capitation & l'Industrie sont fixées en raison des charges , des titres , des dignités , des grades , des emplois , des loyers ; elle est réglée dans les Corps & Communautés , suivant le commerce de chacun. La Taille , dans la plus grande partie du Royaume , est relative à l'état des personnes. La répartition en est faite , d'après une proportion préjugée , soit de la fortune des particuliers , soit de leur industrie.

Ces tarifs & ces rôles existent donc pour la Capitation & la Taille , dans la plus grande partie du Royaume , & ne sont pas sujets aux inconvénients d'un Arbitraire indéfini ; leur publicité sera le meilleur moyen de les faire fixer sur des principes d'équité.

Qui osera demander à une Assemblée Municipale ou Provinciale , une modération de taxe , quand il n'aura pas les plus justes motifs de la réclamer ?

CINQUIEME OBJECTION.

« Le produit actuel des Vingtièmes, Tailles
 » & Capitation, ne s'élève pas à deux cent
 » millions ; comment espérer qu'un seul impôt
 » sur les propriétaires de terres, en un seul tribut
 » National pour les autres particuliers, puisse
 » rapporter sept cent millions » ?

Il est certain que les Vingtièmes n'ont jamais produit ce qu'ils devoient rapporter ; par rapport aux abonnements & aux taxations de faveurs, la Noblesse & le Clergé contribuoient pour très-peu dans ces impôts. Il paroît prouvé que ces deux Ordres possèdent, au moins, la moitié des terres & des maisons de la France ; ayant consentie à en supporter également les charges, on ne peut se faire une idée juste de ce que rendroit le dixième de ces revenus, si la Nation, sans distinction d'Ordre, concouroit unanimement à le payer volontiers. Il est au moins moitié des contribuables en France, qui, n'ayant, ni terres, ni maisons, & seulement des richesses mobilières, telles que des rentes, un commerce, des charges ou emplois, l'exercice d'un art ou d'une profession lucrative, feroient sujets au tribut National. Au reste, je le répète, ce n'est point sur des aperçus & des suppositions, que je propose à l'Administration d'agir, dans une opération aussi majeure : avant d'apporter aucun changement dans la forme des impositions actuels, il faut qu'elle s'assure du produit de celles qu'elle y substituerait, d'après le vœu de la Nation, manifesté,

festé, soit par la souscription de chaque contribuable, soit par celle des Deputés des Etats & des Provinces.

SIXIEME OBJECTION.

« Les Fermes générales versent chaque mois » au Trésor Royal, douze millions, les autres » régies en proportion, cela forme un revenu » fixe & certain; comment l'assurer par l'établissement de deux seuls impôts sans aucune » interruption, laquelle pourroit exciter les plus » grands troubles dans le Royaume ».

Suivant mon plan, il n'est pas question de supprimer en entier les Fermes générales; elles subsisteroient toujours pour le tabac, & les droits d'entrée perçus aux frontières. On pourroit les charger aussi de la régie des Gabelles; au lieu de cent quarante quatre millions que produit net le bail actuel, le nouveau bail pourroit en produire net soixante douze, & les Fermes générales continueroient un service de six millions par mois; les régies & administration qu'on laisseroit subsister, verseroient de même chaque mois, au Trésor Royal, en proportion de leur recette.

Cette grande réforme seroit annoncée, ainsi que je l'ai dit, pour avoir lieu au mois de Janvier 1790. L'Administration auroit le tems de se précautionner de manière, à ce qu'il n'y eût point d'interruption dans les versements d'argent.

On pourroit obliger les Trésoriers des Etats & des Provinces, dans la caisse desquelles se verseroient les recettes des deux impôts, d'en

avancer toujours , à titre de cautionnement , le douzième au Trésor Royal.

A cette condition , on ne manquera jamais de Capitalistes qui ambitionneront les places de Receveurs & Tresoriers généraux.

SEPTIEME OBJECTION.

« Que deviendroient plus de vingt mille Employés , supprimés par les réformes proposées , auxquelles d'ailleurs l'opposition de la finance mettra toujours un obstacle insurmontable » ?

L'intérêt politique & l'humanité , exigent qu'on prenne en considération , le sort de plusieurs milliers d'habitants , qui , par une telle suppression , tomberoient dans la plus grande détresse , si l'Etat ne venoit à leur secours.

Cette légion effrayante ne sauroit que devenir ; à quoi la nécessité de vivre ne l'exposeroit-elle pas ?

M. Necker , dans son Traité sur l'Administration des finances , évalue à environ trente-cinq mille , le nombre des Employés qui dévouent tout leur tems au recouvrement des impôts , ou à surveiller la contrebande.

Il suppose plus de deux cent mille Employés à la recette & collecte des Vingtièmes , de la Taille & de la Capitation , mais dont cette occupation n'est qu'accessoire à la culture de leurs biens dans les Campagnes ; ou à la suite de leurs affaires , dans les Bourgs & Villes.

Suivant mon plan , la ferme du tabac , la régie pour les Gabelles , une grande partie des objets

affectés à la régie générale ; toutes les autres régies des domaines , des postes , messageries , des poudres , subsisteroient.

Toutes les Douanes étant portées aux frontières , il y faudroit un plus grand nombre d'Employés.

D'après les modifications & les tempéraments que j'inviterois de prendre pour la perception de l'impôt sur les terres & du tribut National , il seroit nécessaire d'avoir un plus grand nombre de Commis , qui en fissent leur unique occupation.

Ainsi , je crois supputer au plus haut , en portant à vingt mille , le nombre des Commis supprimés , & dans le cas d'être pensionnés par la Nation ; car , on devroit en supprimer les jeunes gens , & tous ceux qui seroient en état d'exercer une autre profession. On les enregistreroit , pour leur donner , de préférence , les débits de tabac & de sel. On les emploieroit pour les défrichements , en leur donnant toutes les facilités & encouragements raisonnables.

On doit espérer que les Etats-Généraux prendront en considération la perte qui résulte pour la France des achats de tabac chez l'Etranger , pendant que plusieurs de ses cantons en produiroient de supérieur à ceux qu'on tire de la Virginie.

Cette culture du tabac sagement établie & administrée en France , occuperoit un très-grand nombre d'habitants. On donneroit la préférence aux Employés supprimés.

Au reste , j'admets , que sur les certificats donnés par les Commissaires nommés à cet effet par les Assemblées Provinciales , il se trouve vingt

mille Employés supprimés , dans le cas d'être secourus par la Nation ; jusqu'à ce qu'ils aient trouvé une occupation lucrative , j'estime qu'une pension viagère de quatre cent livres , seroit suffisante pour les tirer de la détresse.

Il en résulteroit pour l'Etat , une charge annuelle de huit millions.

Les meilleurs calculs sur la durée de la vie des hommes , prouvent que chaque année en voit périr environ la vingtième partie. Cette charge pour l'Etat diminueroit donc dans cette proportion , peut être moindre , attendu qu'il seroit souvent de la justice & de l'humanité , de continuer cette pension aux veuves des Employés , qui seroient absolument sans ressource.

Les alliances que la Finance a faites en France avec les familles les plus puissantes , lui donnent une influence immense sur toutes les opérations de l'Administration , & principalement sur celles qui peuvent rompre les liens dans lesquels elle la retient depuis des siècles.

Aujourd'hui , que la nécessité de remédier à l'épuisement de l'Etat , & de pourvoir à sa libération , est bien reconnue ; que notre sage & bon Roi , a offert de se relâcher à cet effet , de quelques prérogatives de sa Couronne ; que les Ordres du Clergé & de la Noblesse , sont venus assurer l'Ordre du Tiers de leur renonciation à leurs privilèges pécuniaires , & lui témoigner leurs sentimens fraternels ; ne doit on pas espérer que les Agens du fisc concourront avec tous les autres Citoyens , à la réforme , & au bien général de la Nation ?

HUITIEME OBJECTION.

« Par l'établissement de deux seuls impôts , il
 » n'en existeroit plus que sur les articles de con-
 » sommation ; les Etrangers ne participeroient
 » donc en rien aux charges de l'Etat ; les Ren-
 » tiers ne les supporteroient pas , en proportion
 » de leur fortune ?

Les Etrangers paieroient aux frontières de la France , les droits d'entrée sur toutes les marchandises & effets neufs qu'ils apporteroient ; ils se décideroient en beaucoup plus grand nombre à la parcourir , s'ils cessoient d'être tourmentés par les visites réitérées à l'entrée des Villes & des Provinces.

Ce qui revient net au Trésor Royal , de la perception de droits sur les articles de consommation faite par les Etrangers voyageant en France , forme un objet bien peu considérable.

Comme ceux qui louent des maisons , des hôtels , des châteaux , font alors acte de résidence & de Citoyen , on pourroit ordonner qu'ils payassent le tribut National , d'une manière proportionnée à leur état ou maison , & à la fortune qu'ils annonceroient.

Les propriétaires & principaux locataires , répondroient de la perception de cette taxe.

Quant aux Rentiers , & à ceux qui font valoir leur bien en porte-feuille ; de teile manière qu'on modifie l'impôt , il sera toujours bien difficile de les faire contribuer en raison de leur fortune. La publicité de leurs impositions , est peut-être en-

core le meilleur moyen de leur faire prendre le niveau.

NEUVIEME OBJECTION.

« Si les Peuples sont accablés par les imposi-
 » tions actuelles, rendant seulement à l'Etat
 » quatre cent soixante-douze millions, ils suc-
 » comberoient au fardeau, en élevant le produit
 » de ses revenus à huit cent cinquante trois mil-
 » lions. Il n'est pas nécessaire à la France, d'un
 » revenu aussi prodigieux, pour rétablir le bon
 » ordre dans ses Finances ».

J'ai déjà exposé au commencement de cet écrit, les surcharges en tout genre qui résul-
 toient pour les Peuples des impositions actuelles ;
 elles sont si fortes, qu'on ne peut en calculer au-
 juste l'étendue, mais elles excèdent certaine-
 ment les sept cent millions que produiroient les
 deux impôts proposés.

Si on regarde les Fermes du tabac, des postes,
 des messageries, des affinages, toutes les régies,
 comme des impôts indirects ; ils sont, au moins,
 bien volontaires, puisqu'il est possible à tous con-
 tribuables de s'y soustraire.

Quoique six cent quatre vingt millions de reve-
 nus annuels, soient absolument suffisants pour
 rétablir le bon ordre dans les finances de la France ;
 je propose de les porter à huit cent cinquante-
 trois millions, afin qu'il y ait tant à rabattre,
 que jamais on ne puisse taxer l'opération d'insuf-
 fisance ; afin de se rendre maître d'un crédit puis-
 sant, que l'argent fait toujours mouvoir à son gré.

Dans la crise où se trouve la France, il lui faut une régénération ; tout palliatif seroit infiniment dangereux, & ne seroit que retarder sa ruine. C'est pourquoi M. Necker dit très-sagement dans son dernier discours aux Etats-Généraux. *Ce n'est pas au moment présent, ce n'est pas à une régénération passagère, que vous devez borner vos pensées & votre ambition. Il faut qu'un ordre constant, durable, & à jamais utile, devienne le résultat de vos recherches & de vos travaux.*

Il est prouvé que les emprunts faits en France depuis 1776, jusqu'à la fin de 1787, montent à un milliard huit cent millions. On peut évaluer à trois cent millions, les remboursements qui se sont faits dans cet intervalle ; ainsi, la dette Nationale a été augmentée dans ses onze années, d'un milliard cinq cent millions ; & cela, par rapport aux dépenses de la dernière guerre.

Si les revenus de l'Etat étoient seulement proportionnés à ses besoins, en temps de paix, une guerre jetteroit la France dans un nouveau désordre ; elle ne lui seroit de long-tems déclarée, s'il étoit évident qu'au premier coup de canon, elle pût disposer dans l'année, de plus de trois cent vingt millions.

D'après l'exécution de mon projet, si la France étoit favorisée de cinq années de paix, elle pourroit rembourser plus d'un milliard de sa dette ; & à la prochaine tenue des Etats-Généraux, réduire à six cent millions, les deux impôts proposés.

Par l'un ou l'autre des moyens d'exécution que j'ai annoncé, soit par abonnement de chaque Etat ou Assemblée Provinciale, soit par souscrip-

tion de chaque particulier, cette opération seroit infiniment facile.

Ce seroit pour chaque contribuable un grand encouragement à supporter la charge actuelle & indispensable, que d'avoir la certitude d'être soulagé d'un septième de son imposition dans cinq ans, si la France continuoit d'être en paix; & de n'être pas grêvé de nouveaux impôts, si elle étoit affligée d'une guerre.

C O N C L U S I O N.

Jé ne dissimulerai pas, que plus j'ai approfondi les différents écrits qui ont paru sur l'établissement d'un seul impôt, en remplacement de toutes les autres taxes & impositions; plus j'ai rencontré d'obstacles, que je ne regarde pas comme invincibles, mais de la plus grande difficulté; j'ajouterai même, que si les finances de la France étoient au pair, la force de l'habitude est si grande, qu'il ne conviendrait probablement point de changer la forme des impositions, pour en substituer un autre, même plus raisonnable.

Mais, telle est la position de la France; les Peuples sont accablés des taxes & des impôts, & il y a un déficit prodigieux de la recette & de la dépense. Il ne peut être rempli que par de nouveaux impôts; lesquels, sans remédier efficacement aux vices de l'Etat, fouleront les Peuples, & exciteront sans cesse les plus vives plaintes contre l'Administration.

Les personnes les plus instruites en finance, estiment que la masse de toutes les contributions de la France, s'élève à plus de neuf cent millions,

quoiqu'il n'en parvienne au Trésor Royal, que quatre cent soixante douze millions; (quatre cent soixante quinze, suivant le dernier état de M. Necker.

Les Peuples seroient donc très-soulagés, en fournissant seulement sept cent millions pour les deux impôts proposés; mais j'admets que le fardeau soit égal, la délivrance des vexations des Fermiers, le leur fera supporter certainement plus volontiers.

C'est un avantage inappréciable pour une perception, que d'être établie sur les sentimens des contribuables, & le vœu des Peuples.

Dans les circonstances actuelles, il paroîtroit de la sagesse des Etats-Généraux de mettre la Nation elle-même en état de remplir son vœu, pour la suppression des Aydes & Gabelles, & la réduction des impôts; vœu annoncé par la plupart des Cahiers & les remontrances des Parlemens, qui déclarent *que le seul moyen de rétablir les finances de la France, consiste à simplifier les impôts autant qu'il est possible, à diminuer les frais de régie & de perception, à retrancher toutes les dépenses qui ne tournent pas à la splendeur & au profit de la Nation.*

Quel meilleur moyen de simplifier les impôts, que de les réduire à deux? quelle manière plus certaine de diminuer les frais de régie & de perception, que celle de supprimer une partie des Fermes, & de porter toutes les Douanes aux frontières du Royaume? quelles dépenses tournent moins à la splendeur & au profit de l'Etat, & doivent plutôt être supprimées, que celles qui s'appliquent à entretenir des milliers d'Employés & de Commis?

Ce que je propose n'est donc qu'une idée plus détaillée des demandes des Parlemens & des doléances d'un grand nombre de Cahiers ; c'est l'application de leurs principes, c'est d'après eux que je dis que ces moyens sont les seuls par lesquels il soit possible de faciliter la libération de l'Etat, & de suffire à ses besoins.

Il y a quelques années, qu'on regardoit comme très-utile au crédit, les services des différents Trésoriers, des deniers Royaux ; on sent aujourd'hui tous les bons effets de leur réunion au Trésor Royal ; ceux de la simplification des impôts, seroient encore bien plus salutaires à la France. En finances, réunir & simplifier, sont les bases du bon ordre.

Quel inconvénient y auroit-il, à ce que les Représentants de la Nation fissent, dès les premières séances des Etats-Généraux, la proclamation que j'ai annoncée, ils s'occuperoient dans l'intervalle des autres grands objets qu'ils ont à traiter. Si le résultat des nouveaux rôles ou abonnement des Provinces, ne répondoit pas aux besoins indispensables de l'Etat, ils auroient la satisfaction de dire à la Nation même.

« Nous vous avons proposé une réforme dans les » impositions qui étoit l'objet de vos vœux, vous » vous êtes refusés à son exécution. Ne vous plaignez plus du fardeau des taxes & des impôts, » il devient indispensable ».

Quant à moi, je me suis acquité du devoir de Citoyen, en renouvelant des idées dont je regarde l'exécution comme essentielle au bonheur de la France ; je regrette que ma plume ne puisse la rendre avec la chaleur & l'énergie qu'elles mé-

R É S U M É

Des Contributions à établir par chaque Généralité par comparaison avec celles actuelles & leur rapport avec le nombre des Habitans.

N O M S DES GÉNÉRALITÉS.	CONTRIBUTIONS ACTUELLES.	LIEUX QUARRIÈRES.	N O M B R E D'HABITANS PAR GÉNÉRALITÉS	CONTRIBUTIONS FUTURES.
AIX	15,000,000 ^{liv.}	1,146	754,400	19,750,000 ^{liv.}
AMIENS	15,200,000	458	533,000	19,000,000
AUCH & PAU	11,300,000	1,347 $\frac{1}{2}$	813,000	15,125,000
BESANÇON	9,300,000	871 $\frac{1}{2}$	678,800	13,625,000
BORDEAUX & BAYONNE	23,000,000	1,615 $\frac{1}{2}$	1,439,000	30,750,000
BOURGES	8,000,000	686 $\frac{1}{2}$	512,500	10,125,000
CHALONS	21,800,000	1,226 $\frac{1}{2}$	812,800	27,250,000
DIJON	20,800,000	1,184 $\frac{1}{4}$	1,087,300	27,000,000
GRENÔBLE	11,800,000	1,024	664,600	14,750,000
LA ROCHELLE	9,100,000	464	479,700	11,375,000
LILLE	14,800,000	414 $\frac{1}{2}$	734,600	19,500,000
LIMOGES	8,000,000	854	640,500	11,125,000
LYON	19,000,000	416 $\frac{1}{2}$	633,600	24,750,000
METZ	6,800,000	514	349,300	8,500,000
MONTAUBAN	11,800,000	583 $\frac{3}{4}$	530,200	14,750,000
MONTPELLIER	37,500,000	2,140 $\frac{3}{4}$	1,699,200	47,875,000
MOULINS	9,800,000	897	564,400	12,250,000
NANCY	10,800,000	894	834,600	14,250,000
ORLÉANS	20,000,000	1,021 $\frac{1}{4}$	789,400	26,000,000
PARIS	114,500,000	1,157	1,781,700	115,000,000
PERPIGNAN	2,600,000	286 $\frac{1}{2}$	188,900	3,250,000
POITIERS	12,300,000	1,057 $\frac{1}{2}$	620,500	16,375,000
RENNES	28,500,000	1,774 $\frac{1}{2}$	2,276,000	37,625,000
RIOM	12,800,000	651	681,500	16,000,000
57,000,000. ^{Non-MANDIE}	ROUEN	581 $\frac{1}{2}$	740,700	34,750,000
	CAEN	583 $\frac{1}{2}$	644,000	19,250,000
	ALENÇON	464	528,300	18,250,000
SOISSONS	11,300,000	445 $\frac{1}{4}$	437,200	14,125,000
STRASBOURG	8,800,000	529 $\frac{1}{2}$	626,400	12,000,000
TOURS	30,000,000	1,388 $\frac{1}{4}$	1,338,700	38,500,000
VALENCIENNES	5,500,000	257 $\frac{1}{2}$	265,200	6,875,000
	568,000,000 l.	26,950 $\frac{1}{2}$	24,676,000	700,000,000 l.

NOTA. On ne manquera pas d'observer, 1°. que dans les 568 millions, somme à laquelle M. Necker dans son Traité des Finances a porté la masse des Contributions, se trouvoient compris

tous les Impôts indirects, tels que les Gabelles, les Fermes du Tabac, des Postes, Messageries, les différentes Régies que l'exécution de mon Projet ne détruirait point.

2°. Que la Contribution de la Généralité de Paris est la seule qui ne soit pas augmentée.

R É P O N S E.

La France ne peut sortir de l'embarras actuel qu'en augmentant son revenu, & cette augmentation ne peut avoir lieu d'une manière plus équitable que par le surcroît des Contributions de chaque Généralité, en proportion de leur étendue, de leur population & de la richesse de leurs productions & de leur commerce.

La Généralité de Paris payant à très-peu de chose près la cinquième des Contributions du Royaume, il ne m'a point paru raisonnable de l'augmenter pendant que plusieurs Provinces ne fournissent pas en proportion de leurs moyens.

É T A T par Approximation des Droits que paye le moindre Bourgeois de Paris sur les Articles de Consommation.

S A V O I R :		liv. sols
Droits sur les cuirs pour foulriers, ci	3	
Idem, sur les toiles, fils, cottons, draps, lainages, camelots & tous articles d'habillemens, ci	6	
Un bœuf paye 21 liv. 6 sols de Droits, un homme conforme au moins dans une année ce qu'il peut peser, ci	21	6
Droits sur les veaux, moutons, cochons, &c. ci	15	
Droits sur le beurre & sur les œufs, à raison de 12 sols 9 deniers du cent, ci	6	10
Droits sur toutes sortes de poissons, ci	2	
Droits sur le vin à raison du 4 sols par pinte & d'une par jour, ci	72	
Droits sur l'eau-de-vie à 12 sols 9 deniers la pinte, & sur le sucre à 2 sols 3 deniers la livre, ci	5	4
Une corde de bois paye de Droits ci 12 liv. 3 sols, en supposant qu'une seule suffit pour l'année, ci	12	
Droits sur les falourdes, fagots & charbon, ci	3	
Droits sur papiers, articles de quincailleries, &c. ci	4	
T O T A U X		150

N O T A. Le moindre Bourgeois dont le ménage est composé de quatre personnes paye donc en Droits sur les articles de sa Consommation au moins six cent livres; en donnant 200 livres pour le Tribut National, il éprouveroit une économie des deux tiers.

ritent. J'invite mes concitoyens, dont la force du style subjugue les opinions, à faire valoir cette cause. Elle est celle de la justice & de l'humanité.

P O S T - S C R I P T U M.

J'ai annoncé un chapitre de Réflexions particulières sur la régie à établir pour les Gabelles, sur l'emploi des trente-deux millions, qui, suivant mon plan, seroient chaque année en réserve pour les évènements de guerre ou autres calamités; mais ces articles m'obligeroient à entrer dans de trop grands détails. Si le Public daigne accueillir cet essai, je donnerai un Supplément, en répondant à toutes les difficultés, qu'on ne manquera pas d'opposer à ce plan; j'y joindrai mes idées sur les moyens d'annuller les corvées, & de rendre la milice un point d'honneur.

F I N.

THE
JOURNAL
OF
JAMES
MILNE
ESQ.
OF
GLASGOW
IN
THE
YEAR
1791
AND
1792
BY
JAMES
MILNE
ESQ.
OF
GLASGOW
PRINTED
BY
JAMES
MILNE
AT
THE
PRESS
OF
JAMES
MILNE
IN
THE
YEAR
1793